

ENTREPRISES

Atos : Bruno Le Maire veillera « avec fermeté » à garder la branche stratégique « sous contrôle » français



« J'ai les moyens de le faire grâce au décret sur les investissements étrangers », a affirmé Bruno Le Maire. (Crédits : Reuters)

latribune.fr

Le ministre de l'Economie a tenté à nouveau de rassurer sur les technologies les plus sensibles détenues par le groupe Atos, en cours de scission. Et de brandir la possibilité d'utiliser le décret sur les investissements étrangers. En jeu notamment, les supercalculateurs garants de la dissuasion nucléaire française.

Bruno Le Maire, tente de calmer la polémique sur le projet d'Atos de scinder ses activités historiques de conseil en informatique et de cybersécurité en deux branches distinctes, dont une serait cédée au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky.

Le ministre de l'Economie a assuré mardi qu'il veillerait avec « fermeté » à ce que les activités stratégiques du groupe informa-

tique français en difficulté Atos restent « sous contrôle exclusif de la France ».

« Ma seule responsabilité et croyez-moi, je l'exercerai avec toute la fermeté nécessaire, c'est de m'assurer que les activités stratégiques d'Atos restent sous contrôle français », a déclaré M. Le Maire devant la commission des Affaires économiques du Sénat, rappelant que le groupe était totalement privé.

Et d'ajouter :

« J'ai les moyens de le faire grâce au décret sur les investissements étrangers en France pour m'assurer que le capital d'Atos sur les activités stratégiques reste sous contrôle exclusif de la France », a-t-il ajouté.





► 16 novembre 2023 - N°7748

Auparavant, l'exécutif a exclu toute nationalisation d'une des entités.

Onepoint dans la course

Atos, déficitaire et lourdement endetté, a prévu en 2022 de se scinder avec, d'un côté, la branche Tech Foundations (infogérance) et, de l'autre, la branche stratégique Eviden (cloud, cybersécurité, supercalculateurs).

L'été dernier, le groupe a décidé de vendre Tech Foundations au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky. Eviden serait en revanche mise en Bourse, après une augmentation de capital de 900 millions d'euros.

En échange du rachat de Tech Foundations, le milliardaire avait accepté de participer à l'augmentation de capital d'Eviden à hauteur de 217 millions d'euros. Il en deviendrait alors propriétaire de 7,5% du capital.

Cette potentielle entrée de l'homme d'affaires tchèque dans une branche stratégique, qui travaille aussi pour la défense française et la dissuasion nucléaire, a suscité une levée de boucliers, notamment d'élus LR, des milieux d'affaires et de fonds actionnaires.

Début novembre, le cabinet Onepoint, qui avait échoué à racheter les activités stratégiques d'Atos en 2022, était revenu en force en devenant le premier actionnaire du groupe, avec l'objectif de pousser la direction d'Atos à modifier l'accord avec Daniel Kretinsky afin de l'écarter d'Eviden.

Depuis le départ en 2019 de son PDG **Thierry Breton, devenu commissaire européen**, le groupe Atos a accumulé plus de 4 milliards d'euros de pertes et sa valorisation a fondu de plus de 84%.

(Avec AFP) ■

